



Qualité de l'eau en banlieue : Ce que révèle une étude de l'Ucad

Qualité de l'eau en banlieue : Ce que révèle une étude de l'Ucad

Un groupe de chercheurs de l'Ucad qui travaille sur le projet AFRIWATSAN a démontré l'importance d'avoir un bon assainissement pour une meilleure qualité d'eau. Les résultats de l'étude ont été dévoilés, ce mercredi 23 février à l'Ucad, par le département de biologie. « AfriWatSan » est un projet de recherche et de renforcement des capacités qui s'intéresse à l'eau et à l'assainissement.

D'après Dr Seynabou Cissé Faye, une analyse, à différents niveaux, des eaux souterraines a été effectuée dans la banlieue dakaroise (Keur Massar, Thiaroye). L'objectif était de voir les relations entre l'assainissement autonome et la qualité de l'eau tirée des puits et pompes jambaar. Les résultats ont démontré d'abord un faible niveau de présence (3,8%) du réseau d'assainissement dans cette localité. Ce qui explique l'utilisation massive de solutions alternatives (Fosses septiques, latrines, déversement sur le sol). Un ensemble de facteurs qui contribuent à contaminer la nappe phréatique par l'effet de l'infiltration. « On a pu mettre en évidence, à partir d'un site expérimental placé dans un établissement scolaire, que pratiquement les fosses déversaient directement sur les eaux souterraines qui sont utilisées par les populations », explique Dr Seynabou Cissé Faye.

https://www.seneweb.com/news/Societe/qualite-de-l-eau-en-banlieue-ce-que-reve_n_372220.html

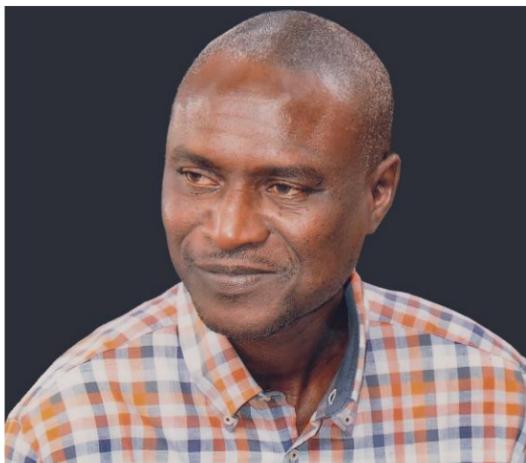


Abdoulaye Touré, Directeur BU : « Nous allons élargir l'offre numérique »

Ma feuille de route est de continuer d'offrir à la communauté universitaire des services innovateurs répondant aux besoins des publics de la Bu dans un contexte d'ouverture des données de la recherche. Nous allons parachever les chantiers laissés par notre prédécesseur et travailler en étroite collaboration avec tous les services de l'Ucad pour donner un nouvel élan à la Bu et la positionner au cœur des activités d'enseignement et de recherche.

Pour se faire, nous allons finaliser l'interconnexion des bibliothèques du Service commun de la documentation, élargir l'offre numérique pour mieux accompagner l'enseignement bimodal à l'Ucad, vulgariser et continuer de développer des programmes de formation à l'utilisation des ressources numériques au profit des utilisateurs.

Nous allons établir également une coopération durable avec les écoles doctorales de l'Ucad, développer la culture du numérique des agents de la bibliothèque, élaborer une charte qui devra accompagner la bibliothèque numérique pour en faire un véritable dépôt institutionnel qui rassemble toute la production scientifique de l'Ucad, rendre visibles et valoriser les travaux de recherche de l'université pour doper le classement de l'Ucad au niveau africain et international.



<http://lesoleil.sn/abdoulaye-toure-directeur-de-la-bu-de-lucad-nous-allons-elargir-loffre-numerique-pour-mieux-accompagner-lenseignement-bimodal/>

Neurologie : Pr Amadou Gallo Diop salue une relève de qualité



La spécialisation est le parent pauvre du système de santé au Sénégal. Les effectifs font souvent défaut, du fait d'un personnel peu nombreux ou vieillissant. Seulement, chez les neurologues opérant dans le service public, la relève est assurée. Ce qui réjouit le professeur Amadou Gallo Diop, Doyen du Service neurologie de l'hôpital Fann de Dakar.

Il s'exprimait lors de la cérémonie d'ouverture des Journées scientifiques de l'Association sénégalaise de neurologie (Asn). Une occasion pour le Pr. Diop de prodiguer des conseils à la jeune génération de neurologues.

« J'interviens en tant que le moins jeune des neurologues publics. Il se pourrait que dans deux ans, si on refait ce congrès, que ça soit ma dernière apparition à ce pupitre comme responsable des chaires des neurosciences. Que Dieu nous y amène en santé et en paix », a déclaré l'enseignant-chercheur à la faculté de Médecine de l'Ucad.

De l'avis du Pr. Amadou Gallo Diop, la relève est assurée. « Je pourrais témoigner du fait que je n'ai contribué à rien du tout, en dehors du soutien moral, d'encouragements et de quelques conseils. Et c'est un excellent signe que le flambeau est transmis. Ils se sont occupés de tout », dit-il.

https://www.seneweb.com/news/Sante/neurologie-le-doyen-amadou-gallo-diop-de_n_372122.html



Les étudiants sénégalais en route vers l'emploi



Éco d'ici Éco d'ailleurs se délocalise à la prestigieuse université Cheikh Anta Diop de Dakar, au cœur de la capitale sénégalaise, pour parler de l'emploi des jeunes. C'est là que l'AUF (Agence universitaire de la francophonie), association qui regroupe plus d'un millier d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le monde, a inauguré un de ses centres d'employabilité francophone.

Ces structures visent à aider les étudiants à entrer plus facilement dans le monde de l'entreprise, un tremplin économique pour une génération touchée par les conséquences de la pandémie.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/%C3%A9co-d-ici-%C3%A9co-d-ailleurs/20220218-les-%C3%A9tudiants-%C3%A9n-%C3%A9galais-en-route-vers-l-emploi>

La première promotion de l'Isep de Diamniadio sur le marché de l'emploi



Les premiers étudiants diplômés de l'Institut supérieur d'enseignement professionnel de Diamniadio (ISEP) ont reçu leur parchemin, samedi, au cours d'une cérémonie de graduation au Centre international de conférences Abdou Diouf (CICAD), a constaté l'APS. Au total, 284 étudiants ont été reçus après une formation de deux ans dans dix filières des métiers de l'automobile et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Devant leurs parents et amis, en présence du corps professoral de l'ISEP, les étudiants ont défilé pour recevoir leur diplôme des mains d'autorités conviés pour l'occasion. "C'est une journée extrêmement important puisqu'elle marque la fin d'une formation et permet aussi non seulement de les primer mais en même temps de les remercier devant leurs parents, la communauté", a dit la directrice de l'ISEP, Mbossé Ndiaye Guèye, à l'issue de la cérémonie.

"Cela n'a pas été facile, ils ont traversé deux longues années très dures mais cela ne les pas empêchés d'être persévérants, de croire en la formation", a-t-elle ajouté.

<http://aps.sn/spip.php?article1491>

Nouveau recteur Uam : Pr Ibrahima Cissé décline sa vision

Notre université a très tôt compris que l'évolution des connaissances scientifiques et techniques, celle des moyens de communication, mais surtout l'accroissement considérable des effectifs d'étudiants sont autant de raisons qui nous obligent à interroger les formes d'intervention dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur. L'Uam s'inscrit dans le cadre législatif et réglementaire régissant les établissements d'enseignement supérieur publics du Sénégal.

Néanmoins, ceci lui donne assez de flexibilité pour capter les flux internationaux d'étudiants qui sont une force motrice des sociétés du savoir. Un accent tout particulier est mis, à l'échelle mondiale, sur le développement des Stem (Sciences, technologies de l'économie, ingénierie et mathématiques) et le développement durable.

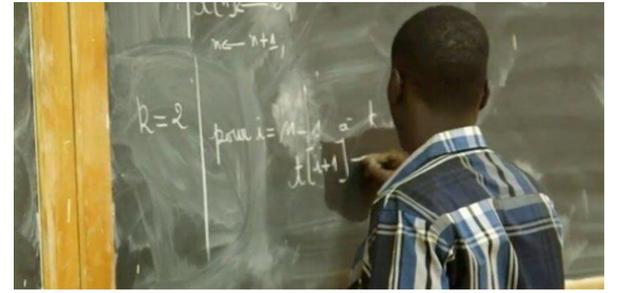
La stratégie éducative est basée sur une pédagogie moderne et interactive, des parcours modulaires, différenciés et flexibles ; l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, des cours à distance en modalité avancée (collaborative et hybride), la formation continue des enseignants, les réseaux d'échanges interuniversitaires et un service d'information et d'orientation pédagogique des étudiants.



<http://lesoleil.sn/pr-ibrahima-cisse-recteur-de-luam-de-dakar-nous-voulons-batir-une-structure-active-sur-le-developpement-durable/>



La rémunération des enseignants en chiffres



Sur un effectif de 58.183 instituteurs et instituteurs adjoints, l'État va décaisser plus de 13 milliards Fcfa pour payer la prime scolaire en 2022, rapporte le quotidien Source A. La revalorisation de l'indemnité de recherche documentaire ou de surcharge horaire est passée du simple au double pour tous : 140 000 Fcfa pour les professeurs du Secondaire ; 130 000 Fcfa pour les professeurs du Moyen ; 120 000 Fcfa pour les professeurs du Collège d'enseignement moyen général. L'indemnité de contrôle et d'encadrement, dont le montant actuel est de 150 000 Fcfa, est revalorisée aux taux de 100%. Elle est ainsi portée à 300 000 Fcfa, selon un échéancier de 2 ans, soit 75 000 Fcfa en 2022 et 75 000 Fcfa en 2023.

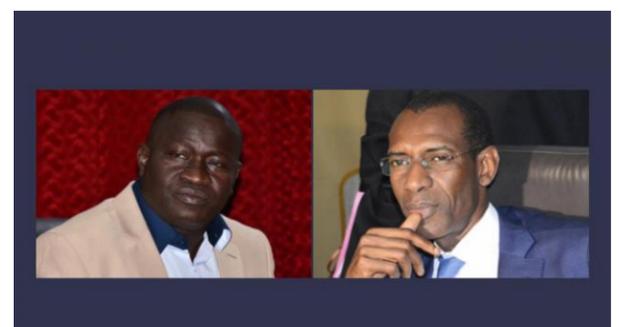
L'impact budgétaire des mesures prises porte globalement sur un montant de 71 milliards 498 millions 554 mille 243 Fcfa sur 2 ans. Quid des salaires ? L'augmentation maximum du salaire 2022 des inspecteurs est de 265 000 Fcfa et 355 000 Fcfa en 2023. Pour les professeurs d'enseignement secondaire, ils ont une augmentation du salaire de 214 000 Fcfa en 2022 et 264 000 Fcfa en 2023.

https://www.seneweb.com/news/Education/la-remuneration-des-enseignants-en-chiffre_n_372003.html

Crise scolaire : Issue mitigée des négociations entre l'Etat et les Syndicats

L'année scolaire est loin d'être sauvée. En effet, la rencontre de ce samedi n'a pas été totalement concluante. Après avoir proposé 69 milliards de francs Cfa pour la satisfaction des points de revendication des syndicats d'enseignants, l'Etat est revenu avec une nouvelle offre ce samedi, face à l'intransigeance des grévistes. Cette fois ci, il a mis 90 milliards de francs Cfa sur la table. Mais, des points de discordance demeurent toujours. Ils sont liés à la défiscalisation de l'indemnité de logement, au point indiciaire et à l'indemnité d'enseignement.

« La grève prendra fin quand un accord sera signé. Mais puisqu'on n'en est pas encore là, elle n'est donc pas encore terminée. En toute responsabilité, nous irons demain dimanche nous réunir pour apprécier. Nous au Saems nous nous réunirons. Nos frères du Cusems aussi. Et nous nous rencontrerons lundi. À la fin de ces rencontres, nous prendrons une décision », a indiqué Saourou Sène au sortir de la rencontre. Une nouvelle rencontre est prévue jeudi avec le gouvernement.



<https://www.igfm.sn/crise-scolaire-issue-mitigee-des-negociations-entre-l-etat-et-les-syndicats>

Actualité internationale

Guinée : Un institut des mines dans la région de Boké



Le ministère guinéen de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation a signé le mercredi 23 février, une convention de coopération avec SMB-Winning, un consortium qui regroupe quatre partenaires mondiaux dans les domaines de l'extraction, de la production et du transport de bauxite. L'objectif est la construction d'un institut supérieur dédié à la formation aux métiers de raffinerie et des mines.

« On a décidé avec le ministère de l'Enseignement supérieur de créer cet institut de formation pour que les jeunes guinéens soient plus qualifiés et plus compétitifs sur le marché de l'emploi. La création de cet établissement est un geste pour moi de vouloir contribuer au développement de la Guinée », a indiqué Sun Xiushun, PDG du consortium.

L'institut sera logé à Dapilon, dans la région de Boké, où le consortium mène des activités extractives. Il sera chargé de former la ressource humaine nécessaire dans les projets miniers, avec une capacité de formation de 150 jeunes par an pour des cursus de 5 ans

<https://www.agencecofin.com/mines/2402-95346-guinee-un-partenariat-public-privé-pour-ouvrir-un-institut-des-mines-dans-la-region-de-boke>

Enseignement supérieur : Togo engage des réformes

Le Togo a engagé des réformes dans sa formation post-bac. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof Majesté Ihou Wateba revient, dans cette interview accordée à Togo-Presse, sur les réformes de l'enseignement supérieur, les axes prioritaires, les avancées et les attentes.

Désormais, nous sommes engagés dans une éducation pour tous, une éducation qui ne doit pas faire des laissés pour compte et qui ne doit pas privilégier une catégorie socioprofessionnelle ou ethnique ou encore de sexe. Il a donc été mis en place une commission qui a travaillé et qui rend les bourses plus représentatives des communautés et des préfectures d'origine. Cela permet de satisfaire toutes les régions, sans pour autant concentrer l'essentiel des bénéficiaires dans les régions favorisées comme les grandes villes

L'autre élément, c'est la révision même de l'enseignement. Est-ce que ce que nous enseignons, aujourd'hui, répond aux ambitions de demain ? Devons-nous continuer à enseigner juste pour la forme ou devons-nous enseigner pour répondre à nos besoins actuels ? Et je crois que là-dessus, il y a eu une révision de la cartographie des ordres d'enseignement qui a énuméré des domaines que nous qualifions de prioritaires.



<https://icilome.com/2022/02/togo-interview-prof-majeste-ihou-wateba-ca-ne-sert-a-rien-davoir-un-diplome-et-detre-chomeur-apres/>

Maroc : La durée de formation des médecins réduite



La durée de formation des médecins au Maroc passera de 7 à 6 ans. C'est l'information contenue dans une note du ministère de l'Enseignement supérieur signée le jeudi 17 février, à l'endroit des présidents des universités publiques. Cette mesure est présentée comme une solution pour gérer le déficit de professionnels dans le pays.

« Le rythme de formation des cadres médicaux tel qu'il est actuellement ne permettra pas à notre pays d'atteindre ses objectifs », informe le document.

Au Maroc, le déficit en personnel de santé est estimé à un peu plus de 32 000 médecins et 65 000 infirmiers. Un déficit qui s'est le plus fait sentir avec la crise sanitaire due à la covid-19. En plus, le royaume met actuellement en place sa stratégie de généralisation de la couverture sociale universelle qui consacre une place de choix à l'amélioration de son système de santé, à l'horizon 2035. La réussite de ce projet passe par l'atteinte du ratio médecin par habitant dont la moyenne mondiale est de 13 médecins pour 10 000 habitants, et 7 pour 10 000 au Maroc.

Selon la presse locale, la mesure devrait entrer en vigueur en octobre prochain. Elle touchera les étudiants de 4^e année et ceux des niveaux inférieurs. Quant aux étudiants de 5^e, 6^e et année finale, ils seront encouragés à accélérer les procédures pour leur sortie.

<https://www.agencecofin.com/formation/2102-95264-le-maroc-reduit-les-annees-de-formation-des-medecins-pour-gerer-le-deficit-de-professionnels-de-sante>

L'Université d'Ottawa évaluera sa capacité à offrir des études entièrement en français



L'Université d'Ottawa évaluera au cours des prochains mois si ses programmes assujettis à la Loi sur les services en français permettent vraiment aux francophones qui fréquentent l'établissement d'étudier entièrement dans la langue, dans l'ordre et les délais prescrits. Dans le cadre de la rédaction du rapport Renouveau de la francophonie à l'Université d'Ottawa : une responsabilité collective, qui faisait notamment état d'une francophobie à l'université, certains participants ont affirmé qu'il n'était pas toujours possible de suivre intégralement un programme d'études de premier cycle uniquement en français.

C'est ce que prévoit pourtant la désignation partielle en vertu de la Loi obtenue par l'université en 2015 et entrée en vigueur l'année suivante. L'obligation juridique touche tous les programmes de premier cycle, à l'exception de certains programmes en génie et en sciences. « La communauté aurait l'impression persistante qu'il est toujours difficile dans certaines facultés de terminer ses études en français », lit-on dans le rapport.

<https://www.lapresse.ca/actualites/education/2022-01-30/cycles-superieurs-a-l-uqam-des-etudiants-vulnerables-en-cas-de-conflit-avec-leur-professeur.php>